

qu'en vertu des changements constitutionnels institués, les conclusions décisives sont laissées à un gouvernement populaire. On précise que *"les autorités militaires lui sont assujetties"*. Et Solf de conclure par ces mots: *"Le gouvernement allemand attend maintenant des propositions pour un armistice qui sera le premier pas vers une paix juste, telle que le Président l'a décrite dans sa proclamation"*.

—De son côté, l'Autriche-Hongrie réplique à M. Wilson, qui lui a répondu le 18. Elle déclare adhérer aux vues du président *"touchant les droits du peuple austro-hongrois, spécialement ceux des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves"*; elle accepte *"toutes les conditions que le président a posées pour l'entrée dans des négociations en vue d'un armistice et de la paix"*, et se dit prête à entrer pour son propre compte, *"sans attendre le résultat d'autres négociations"*, dans des négociations *"en vue d'un armistice immédiat sur tous les fronts austro-hongrois"*, demandant seulement au président Wilson *"d'être assez bon de commencer des ouvertures à ce sujet"*...

Par la force des choses, il semble bien que le président Wilson doive encore ici se défilier, derrière les chefs militaires.

—M. Wilson a lancé un appel au peuple américain, en vue des élections de novembre. Il demande à ses concitoyens d'élire un Congrès démocrate, afin de ne pas diviser les conseils de la guerre et de maintenir l'unité de commandement civil, à cette heure suprême et décisive de la guerre où l'on est engagé... Mais pourquoi donc, alors, tant tenir à ce qu'il y ait des élections quand même?

—Les maréchaux Foch, Joffre et Haig, ainsi que les généraux Pétain, de l'armée française, Diaz de l'armée italienne, Gillain, chef d'état-major de l'armée belge, et Pershing, de l'armée américaine, sont décorés par le Président de la médaille pour *"service distingués"*.

—Nouveau prêt de \$9,000,000 à la Belgique, ce qui porte le total des avances faites par les Etats-Unis à l'héroïque pays belge à \$180,020,000.

—Ratification par le Sénat de Washington du traité pourvoyant au service réciproque des Italiens aux Etats-Unis et des Américains en Italie. Ce traité est semblable à ceux qui ont déjà été conclus avec l'Angleterre, la France et la Grèce.

ANGLETERRE

—La Chambre des Communes adopte, le 23, à une majorité de 249 voix, une résolution en faveur de l'éligibilité des femmes au Parlement, conséquence logique de leur admission aux urnes électorales...

BELGIQUE

—Le baron von der Lancken, chef du Département des Affaires politiques d'Allemagne à Bruxelles, informe S. E. le Cardinal Mercier que lorsque les Alle-

mands évacueront le pays, les citoyens déportés et les prisonniers politiques seront remis en liberté. Cette libération serait déjà commencée. C'est bien tard pour offrir la réparation—et seulement partielle!—d'irréparables crimes!

M. Max, l'héroïque bourgmestre de Bruxelles, fait prisonnier depuis 1914, a été relâché.

—Le gouvernement belge ayant décidé d'établir des quartiers administratifs à Bruges, les membres du cabinet dont la présence est requise en Belgique recouvrée quittent le Havre cette semaine et remercient cordialement la France de sa fraternelle hospitalité. On célèbre, d'ailleurs, avec éclat, les 26 et 27 octobre, au Havre, l'anniversaire de la première bataille de l'Yser et la libération graduelle de la patrie belge. Le roi Albert est acclamé par ses sujets à mesure qu'ils se dégagent de l'emprise allemande. Une épée d'honneur, avec poignée en or et en platine et ornée de pierres précieuses, lui sera présentée aussitôt qu'on rentrera à Bruxelles...

—En attendant, le gouvernement belge commence à préparer la note qu'il faut que l'Allemagne paie. Il fait procéder à l'évaluation des dommages infligés à la propriété publique et privée. Le seul chiffre de 94 millions de francs soutirés par l'envahisseur sous couleur de contributions de guerre, donne une idée de la note finale et définitive, sans compter toutefois les vies humaines et les torts moraux, d'une valeur infinie en monnaie de vulgaire métal...

FRANCE

—Le procès Caillaux s'ouvre demain 29. A cette occasion l'ambassadeur français à Washington a transmis à la justice française le texte complet de révélations récentes faites par un sujet ennemi interné aux Etats-Unis, le comte James Minotto, touchant les tractations de l'ancien ministre avec le comte von Luxburg, en Argentine, en vue de la conclusion finale d'une paix séparée avec l'Allemagne.

—Arrivée du premier ministre Lloyd George, accompagné du secrétaire aux Affaires étrangères M. Balfour, et du colonel House, aviseur du président Wilson.

—Les dévastations perpétrées par les Allemands dans le nord de la France font l'objet d'un débat sévère aux Chambres françaises. Il faut que le criminel répare et soit châtié! C'est bien ce que l'Allemagne redoute, et elle tâche de s'en tirer en nommant, par exemple, une commission dite "neutre" pour vérifier les dernières accusations portées contre elle.

—Mort de Charles Lecocq, compositeur français.

CHEZ NOS ENNEMIS

—En Allemagne, le gros fait de la semaine est, sans contredit, la démission, acceptée par le kaiser, du général Ludendorff, qui était bien depuis longtemps le "cerveau" chargé de mettre en train la machine